La Lettre de l'Institut d'émission

IEOM
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

Avril 2011

1 - Actualité nationale et internationale

Entrée en vigueur des nouveaux taux de l'usure au 1er mai 2011

En application de l'article 1er et de l'article 61 de la loi du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) qui a modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers, les catégories d'opérations concernées seront, à compter du 1er mai 2011 dans les collectivités du Pacifique, définies à raison du montant des prêts, selon les modalités précisées par l'arrêté du 22 mars 2011 fixant les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure (montant inférieur ou égal à 3000 € (357 995 francs CFP), montant supérieur ou égal à 3 000 € (357 995 francs CFP) et inférieur ou égal à 6 000 € (715 990 francs CFP), montant supérieur à 6 000 € (715 990 francs CFP)).

Il faut rappeler qu'un prêt usuraire est défini comme tout prêt conventionnel consenti à un taux effectif global (TEG) qui excède, au moment où il est consenti, de plus du tiers, le taux effectif moyen pratiqué au cours du trimestre précédent par les établissements de crédit. Rappelons également que les taux effectifs moyens déterminés et les taux usuraires sont calculés sur une base trimestrielle par la Banque de France. Ils sont publiés au Journal Officiel dans la seconde quinzaine du dernier mois de chaque trimestre civil et sont également consultables sur le site internet de la Banque de France.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

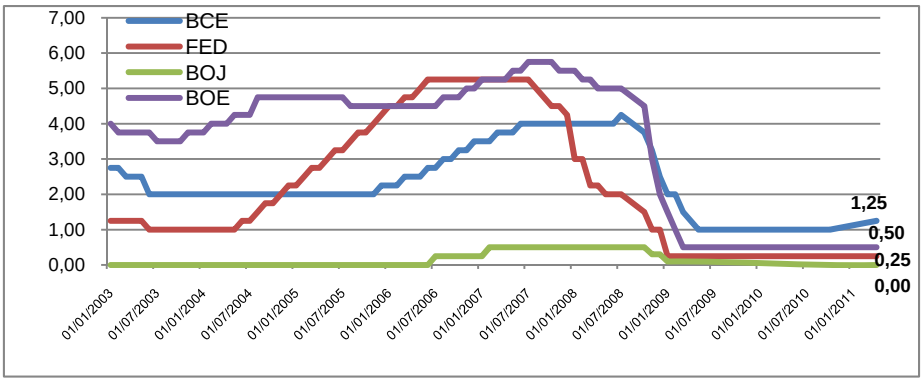
Taux d'intérêt

La BCE augmente ses taux de 25 points de base pour la première fois depuis juillet 2008

Le 7 avril 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de relever de 25 points de base le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 1,25 %, 2 % et 0,50 %. Le Président de la BCE observe que «*les données économiques récentes confirment que la tendance de l'activité économique dans la zone euro reste positive dans un contexte d'incertitude toujours élevé*».

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 15 mars 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs annoncé en novembre 2010 à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici fin juin. Dans son communiqué, la Fed observe que la reprise économique repose sur des bases plus solides.



Chômage

Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 701 100 fin février 2011, soit une baisse de 0,1 % sur un mois en données CVS-CJO (- 2 100 personnes). Sur un an, ce nombre croit de 1,3 % (- 1,6 % pour les hommes et + 4,7 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 13,5 %.

Légère baisse du taux de chômage dans la zone euro sur un an

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en février 2011, en baisse de 0,1 % par rapport à janvier. Il était de 10 % en février 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en février 2011. Il était de 9,6 % en février 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,5 % sur un mois en février 2011 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,4 %.

Inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en mars 2011. Il était de 2,4 % en février.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 mars 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Pour faire face aux premiers effets économiques du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon le 11 mars 2011 (coût est estimé à 310 milliards de dollars), la BoJ a pris des mesures exceptionnelles pour soutenir les banques et éviter des mouvements brusques sur les marchés des capitaux. Le Japon a également bénéficié d'une opération concertée des banques centrales du G7 sur le marché des changes pour faire baisser le yen. Le PIB du Japon a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent et de 1,3 % en glissement annuel. En février 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 0,4 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,3 % sur un an en février. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 0,2 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS a reculé à 4,6 %. En février 2011, les exportations et les importations ont crû respectivement de 9 % et de 9,9 % en glissement annuel et l'excédent commercial s'élève à 5,7 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine relève à deux reprises ses taux pour réduire le volume des liquidités et lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé de 50 points de base le taux des réserves obligatoires le 25 mars 2011 et de 25 points de base ses taux directeurs le 6 avril 2011, soit 3,25 % pour le taux de dépôt à un an et 6,31 % pour les prêts à plus d'un an. En février 2011, le taux d'inflation est estimé à 4,9 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 2,4 % et de 19,4 % sur un an. Le déficit commercial a atteint 7,3 milliards de dollars au mois de février.

Dossiers législatifs

1 - Incidents de paiements de chèques

Le décret n° 2011-243 du 4 mars 2011 portant modification des dispositions du code monétaire et financier relatives aux incidents de paiement de chèques a été publié au Journal Officiel de la République du 6 mars 2011.

2 - Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2011-304 du 22 mars 2011 déterminant les modalités du remboursement minimal du capital emprunté à chaque échéance pour les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel de la République du 23 mars 2011.

3 - Outre-mer

1- L'ordonnance n° 2011-322 du 24 mars 2011 portant extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin de la législation relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée a été publiée au Journal Officiel de la République du 25 mars 2011.

2- Le décret n° 2011-358 du 30 mars 2011 modifiant des dispositions du livre VII du Code monétaire et financier relatives aux comptes bancaires (Fichier des comptes d'outre-mer) a été publié au Journal Officiel de la République du 1er avril 2011.

*Publications de l'*IEOM

1 - L'économie polynésienne en 2010, l'économie calédonienne en 2010, l'économie de Wallis-et-Futuna en 2010
Note expresse n° 31, 32 et 33 dans la série « Portrait »
2 - Le PNB des banques polynésiennes en 2009
Note expresse n° 34 dans la série « Eclairage »
3 - La situation financière des entreprises polynésiennes en 2009
Les Notes de l'Institut d'émission
Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site internet (www.ieom.fr)

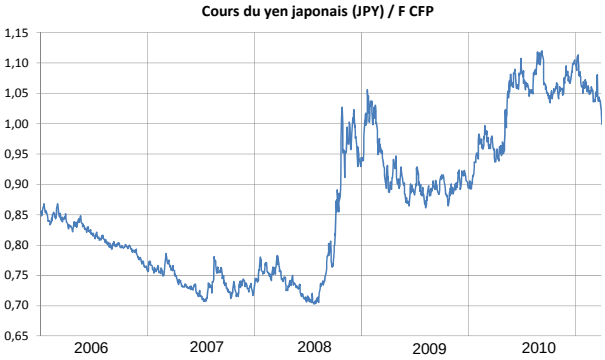
Autres publications

1 - L'utilisation du chèque en France
Le rapport réalisé par Edgar, Dunn & Company pour le Comité consultatif du secteur financier est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/sommaire-utilisation-cheque.htm
2 - Fédération bancaire française
***Le surendettement : mini-guide n° 22* mini-guide, nouvelle édition mars 2011**
Ce document est disponible en téléchargement sur : www.fbf.fr
3 - Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)
Le GAFI (Groupe d'action financière) a achevé et adopté la troisième évaluation mutuelle du système LBC/FT de la France. La synthèse du rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/4/0/47221103.pdf

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

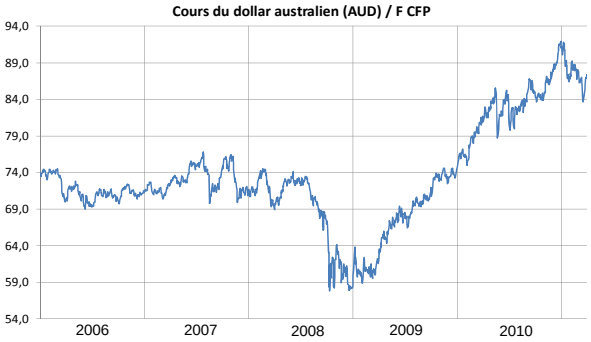


Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 mars 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Pour faire face aux premiers effets économiques du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon le 11 mars 2011 (coût est estimé à 310 milliards de dollars), la BoJ a pris des mesures exceptionnelles pour soutenir les banques et éviter des mouvements brusques sur les marchés des capitaux. Le Japon a également bénéficié d'une opération concertée des banques centrales du G7 sur le marché des changes pour faire baisser le yen. Le PIB du Japon a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent et de 1,3 % en glissement annuel. En février 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 0,4 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,3 % sur un an en février. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 0,2 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS a reculé à 4,6 %. En février 2011, les exportations et les importations ont crû respectivement de 9 % et de 9,9 % en glissement annuel et l'excédent commercial s'élève à 5,7 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine relève ses taux pour la deuxième fois depuis le début de l'année pour lutter contre l'inflation

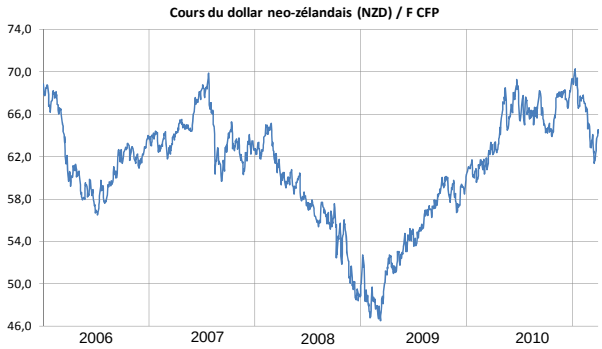
La Banque centrale de Chine a relevé de 50 points de base le taux des réserves obligatoires le 25 mars 2011 et de 25 points de base ses taux directeurs le 6 avril 2011, soit 3,25 % pour le taux de dépôt à un an et 6,31 % pour les prêts à plus d'un an. En février 2011, le taux d'inflation est estimé à 4,9 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 2,4 % et de 19,4 % sur un an. Le déficit commercial a atteint 7,3 milliards de dollars au mois de février.

Déficit de la balance des biens et services australienne



En février 2011, la balance des transactions de biens et services est, pour la première fois depuis mars 2010, déficitaire de 205 millions de dollars australiens. Les exportations ont diminué de 2 % par rapport à janvier (suite à la baisse des expéditions de charbon) et les importations progressent de 5 % du fait, notamment, de la forte hausse des cours du pétrole.
Le taux de chômage est resté stable en février 2011, à 5,0 % de la population active. La banque centrale australienne a décidé, le 5 avril, de maintenir son taux directeur à 4,75 %.

Reprise de la croissance néo-zélandaise



Le PIB néo-zélandais a crû de 0,2 % au dernier trimestre 2010, et de 1,5 % sur un an. En fin d'année, l'activité a été principalement soutenue par une reprise de l'industrie manufacturière (+2,5 % au quatrième trimestre, contre –1,1 % et –4,4 % aux troisième et deuxième trimestres 2010).
La banque centrale a accordé, le 31 mars, une licence d'exploitation à la Bank of India (New-Zealand) Limited. L'octroi de cette licence, obligatoire pour exercer une activité bancaire, porte à vingt le nombre de banques exerçant en Nouvelle-Zélande.

3 – Brèves économiques locales

Réélection des membres du gouvernement et élection du président du Congrès

Suite à la saisine d'une majorité des conseillers de la Nouvelle-Calédonie, le Congrès s'est réuni en séance plénière le 1er avril pour procéder à l'élection du Président et du bureau de l'assemblée. M. Roch Wamytan a été élu Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie en remplacement de M. Harold Martin, élu pour sa part Président du Gouvernement.

Le Congrès a, le même jour, adopté une résolution demandant à l'État de modifier l'article 121 de la loi organique afin de limiter les démissions à répétition de certains des membres du Gouvernement. Il a également voté un texte demandant au nouveau Président du Congrès de surseoir à toute nouvelle convocation pour l'élection d'un nouvel exécutif dans l'attente de cette modification.

Contrats de développement 2011-2015

Les contrats de développement 2011-2015 pour la Province des Îles Loyauté et pour la Province Sud ont été signés respectivement le 21 janvier et le 18 mars, entre le Haut-commissaire de la République et les représentants de ces collectivités.

Le montant total des deux contrats formalisés avec la Province des Îles Loyauté s'élève à 10,9 milliards de F CFP, dont 68 % pris en charge par l'État. Ils permettront de financer, entre autres, la construction de logements sociaux, la rénovation des infrastructures portuaires et aéroportuaires et les bourses scolaires.

Pour la Province Sud, trois contrats ont été signés avec l'Etat, pour un montant total de 32,7 milliards de F CFP, dont 51 % financés par ce dernier :

- **Le premier, d'un montant de 12 milliards de F CFP, est consacré pour moitié, à la construction de logements sociaux et à l'aide à l'accession à la propriété.**
- **Le second, signé également avec les communes de l'agglomération nouméenne, s'élève à 17,7 milliards de F CFP et vise à appuyer les projets induits par le développement rapide de l'agglomération (transports, assainissement, logements, politiques d'insertion, etc.).**
- **Le troisième contrat, d'un montant de 3 milliards de F CFP, a été signé avec les autres communes du Sud. Il financera, notamment, des travaux pour l'adduction en eau potable.**

Suspension des importations de produits alimentaires en provenance du Japon

Afin d'éviter tout risque de contamination radioactive suite à l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima, le gouvernement a adopté, le 29 mars, un arrêté suspendant les importations de denrées alimentaires, d'animaux vivants, de plantes et de boissons en provenance ou originaires du Japon.

Reprise par Aircal de la rotation aérienne Nouméa-Touho et nouvelle grille tarifaire

Depuis le 1er avril, Air Calédonie assure de nouveau la desserte de Touho, à raison de quatre rotations par semaine. Cette liaison était suspendue depuis un an. Une convention a été établie entre le Gouvernement, la Province Nord et Aircal, pour spécifier les nouvelles modalités de compensation des déficits engendrés par l'exploitation des lignes du Nord. La convention prévoit également une augmentation des rotations vers Koné. Une deuxième convention a été formalisée, entre le Gouvernement, les trois Provinces et Aircal sur les contributions des collectivités à la prise en charge des tarifs réduits accordés aux résidents des communes insulaires.

Ces accords s'intègrent dans le cadre du plan de redressement d'Air Calédonie. Ainsi, le Gouvernement a également approuvé, le 8 février, le nouveau dispositif de tarification (sept catégories de tarifs au lieu de quatre précédemment) destiné à améliorer la rentabilité de la compagnie.

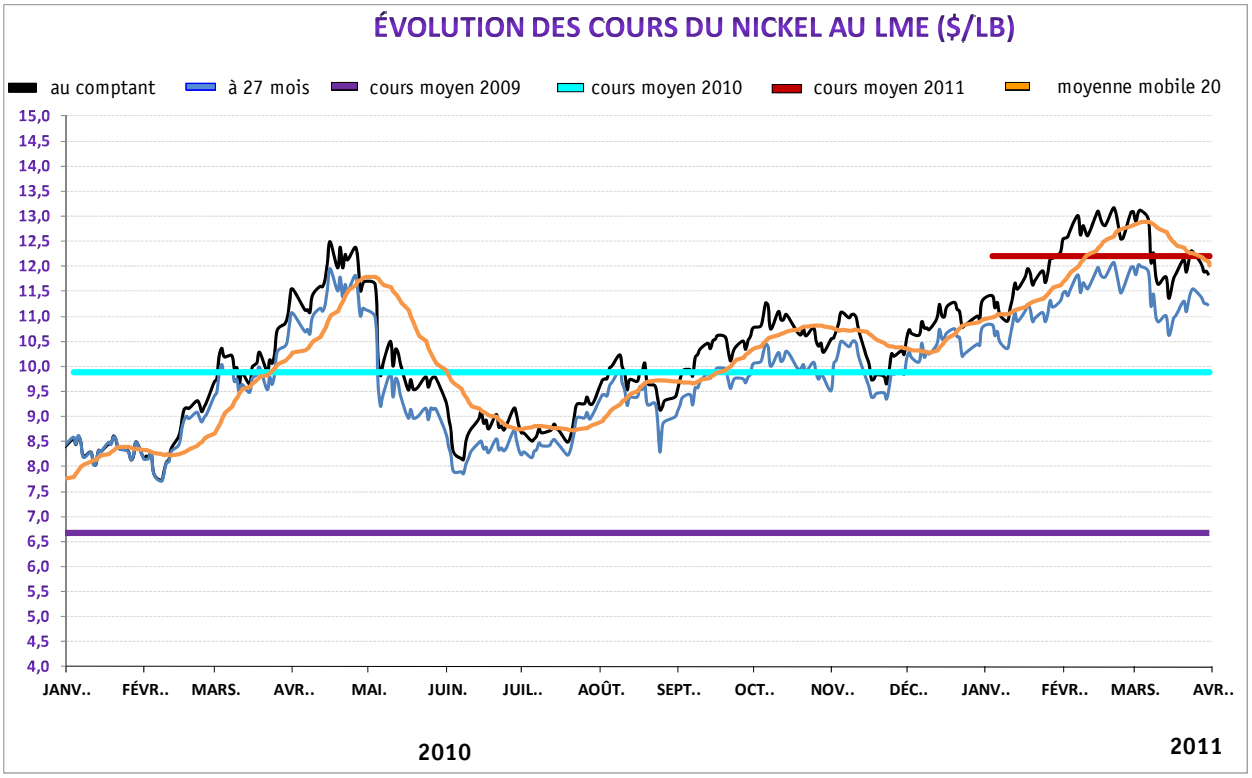
Nouvelle hausse des prix des carburants

Au 1er avril, le litre d'essence a été fixé à 151,7 F CFP (+3,3 F CFP) et celui du gazole à 125,2 F CFP (+4,5 F CFP), soit une augmentation respective de 10 % et 12 % depuis le début de l'année. En mars 2011, le cours en dollar du pétrole a continué de progresser très sensiblement (+10 %), à 114,5 dollars le baril.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-11	101,0	-0,1%	2,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-11	7 656	13,6%	-4,6%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	févr.-11	13 316	139,2%	60,4%
	cumulées	févr.-11	18 882	-	0,9%
Importations	mensuelles	févr.-11	27 935	35,6%	42,6%
	cumulées	févr.-11	48 541	-	40,3%
SECTEURS D'ACTIVITE			**Données brutes**	**var.mensuelle**	**gliss. annuel**
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-11	12,16	-5,1%	19,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-11	1 034,95	-7,6%	15,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-11	353	256,7%	16,1%
	cumulées	févr.-11	452	-	-18,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	févr.-11	5 059	78,1%	34,0%
	cumulées	févr.-11	7 899	-	-18,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-11	6 436	-16,6%	2,7%
	cumulés	févr.-11	14 149	-	9,7%
• Nuitées	mensuels	janv.-11	50 206	-9,7%	15,6%
	cumulés	janv.-11	50 206	-	15,6%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		janv.-11	58,00%	- 7,9 pts	+ 5,4 pts
• Croisiéristes	cumulés	févr.-11	32 599	-	27,5%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-11	11 821	68,9%	-10,2%
	cumulées	févr.-11	18 820	-	-11,2%
• Index BT 21 (p)		mars-11	138,49	0,3%	7,6%
• IRL (p)		mars-11	110,82	0,4%	1,9%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-11	28	366,7%	-54,1%
	cumulées	févr.-11	34	-	-50,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-11	44	450,0%	-49,4%
	cumulées	févr.-11	52	-	-47,5%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	févr.-11	523	11,0%	-10,6%
	cumulées	févr.-11	994	-	-7,7%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	janv.-09	janv.-10	janv.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	12 451	13 114	14 191	5,3%	8,2%
Dépôts à vue	186 217	207 519	238 138	11,4%	14,8%
Total M1	198 668	220 633	252 329	11,1%	14,4%
M2-M1	77 378	90 196	94 756	16,6%	5,1%
Total M3	424 386	462 528	523 265	9,0%	13,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-08	déc.-09	déc.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	346 651	382 013	406 004	10,2%	6,3%
Ménages	305 711	328 208	359 616	7,4%	9,6%
Collectivités locales	39 195	36 060	48 228	-8,0%	33,7%
Autres agents de CCB non ventilés	10 022	9 732	15 483	-2,9%	59,1%
Total encours sain	701 580	756 012	829 331	7,8%	9,7%
Créances douteuses brutes	14 213	15 435	16 545	8,6%	7,2%
Total encours brut	715 793	771 448	845 876	7,8%	9,6%

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	févr.-11	1 919	9,9%	8,2%
	cumulés	févr.-11	4 313	-	13,4%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	févr.-11	264	14,5%	67,8%
	cumulés	févr.-11	597	-	81,5%

** MM3 : Moyenne mobile sur trois mois*

Interdits bancaires

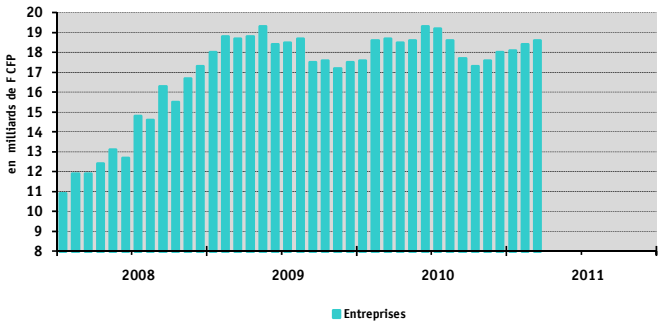
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	févr.-11	6 318	0,7%	2,0%
	dont personnes physiques	févr.-11	5 629	0,4%	1,6%
	dont personnes morales	févr.-11	689	3,5%	5,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	mars-11	13 113	7,1%	76,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mars-11	3 606	-0,1%	18,7%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP) Entreprises	mars-11	18,6	1,1%	-0,6%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	mars	98,4	101,0	2,7
Entreprises				
nb d'entreprises	mars	49 448	53 020	7,2%
dont nb d'entreprises sans salarié	mars	43 216	46 750	8,2%
créations d'entreprises	déc	4 608	5 128	11,3%
cessations d'entreprises (p)	déc	2 566	2 551	-0,6%
liquidations judiciaires (nb)	mars	32	22	-31,3%
redressements judiciaires (nb)	mars	11	14	27,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr	654	689	5,4%
ventes de ciment local (tonnes)	févr	21 161	18 773	-11,3%
importations ciment (tonnes)	févr	35	47	34,0%
total ciment (tonnes)	févr	21 196	18 820	-11,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	27 506	33 835	23,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 371	1 050	-23,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	févr	565	588	4,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec	81 695	84 555	3,5%
dont secteur privé	dec	58 450	60 241	3,1%
dont secteur public	dec	23 244	24 314	4,6%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	8 022	7 656	-4,6%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 492	7 307	-2,5%
chômeurs indemnisés	janv	1 665	1 495	-10,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	781,1	828,4	6,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	févr	5 539	5 629	1,6%
décisions retraits cartes bancaires	févr	329	597	81,5%
incidents paiements sur chèques	févr	3 805	4 313	13,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	févr	1 077	994	-7,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 293	2 211	-3,6%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 893	29 842	11,0%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	14 673	16 634	13,4%
Echanges				
nombre de touristes	févr	12 896	14 149	9,7%
nombre de croisièristes	févr	25 577	32 599	27,5%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	janv	52,6%	58,0%	5,4pt
moyenne des cours du nickel au LME en $/lb sur l'année	mars	9,05	12,20	34,8%
cours du nickel au LME en $/lb	mars	10,18	12,16	19,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	févr	552	452	-18,2%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	févr	2 871	3 575	24,5%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	févr	9 652	7 899	-18,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	févr	15 261	13 849	-9,2%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	févr	69	34	-50,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	févr	99	52	-47,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	févr	18 231	17 476	-4,1%
part de ces produits dans le total des exportations	févr	97%	93%	-4,83pt
total des importations (M FCFP)	févr	34 605	48 541	40,3%
total des exportations (M FCFP)	févr	18 721	18 882	0,9%
taux de couverture	févr	54,10%	38,90%	-15,2pts
recettes douanières (M FCFP)	févr	6 158	6 194	0,6%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	janv	207 519	238 138	14,8%
M1	janv	220 633	252 329	14,4%
M2	janv	310 829	347 085	11,7%
Dépôts à termes	janv	151 415	176 024	16,3%
M3	janv	462 528	523 265	13,1%
P1	janv	4 208	4 037	-4,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,77%	4,89%	0,13 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,39%	4,58%	0,19 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,02 %	4,63 %	-0,40 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	17,17 %	18,28 %	1,11 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	771 448	845 876	9,6%
Ménages	déc	328 208	359 616	9,6%
dont crédits à la consommation	*déc*	*65 714*	*69 048*	*5,1%*
dont crédits à l'habitat	*déc*	*260 763*	*289 191*	*10,9%*
Entreprises	déc	382 013	406 004	6,3%
dont crédits d'exploitation	*déc*	*76 575*	*77 372*	*1,0%*
dont crédits d'investissement	*déc*	*206 215*	*213 900*	*3,7%*
dont crédits à la construction	*déc*	*91 741*	*101 159*	*10,3%*
Collectivités locales	déc	36 060	48 228	33,7%
dont d'investissement	*déc*	*32 117*	*42 022*	*30,8%*
Autres agents de CCB non ventilés	déc	9 732	15 483	59,1%
créances douteuses brutes	déc	15 435	16 545	7,2%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	2,0%	-0,04 pt
ensemble des actifs financiers	déc	571 599	635 720	11,2%
Ménages	déc	314 138	328 707	4,6%
Sociétés	déc	187 129	213 519	14,1%
Autres agents	déc	70 333	93 495	32,9%
dont assurances-vie	*déc*	*76 408*	*83 604*	*9,4%*

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Conférence régionale des ministres des transports océaniens

La Conférence régionale des Ministres des transports s'est tenue dans le cadre de la première Conférence régionale océanienne des Ministres de l'énergie, des transports, et des technologies de l'information et de la Communication (TIC), organisée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, au siège de l'Organisation à Nouméa, du 4 au 8 avril. A cette occasion, les ministres des transports océaniens ont validé un accord majeur en entérinant le Cadre d'action relatif aux services de transport régionaux. Ce Cadre d'action vise à améliorer le bien-être socioéconomique des peuples océaniens en aidant les Etats et Territoires insulaires de la région dans leurs efforts visant à mettre en place des services de transport aérien et maritime réguliers, sûrs et abordables.

L'emprise des banques chinoises dans le Pacifique

Selon un rapport publié par l'institut d'observation de politique internationale, le Lowy Institute de Sydney, la Chine accorderait des prêts à des conditions préférentielles aux petits pays du Pacifique. Ces prêts représenteraient une proportion non négligeable du Produit intérieur brut (PIB) de pays tels que Tonga, les Samoa, les îles Cook, conférant ainsi à Pékin une véritable influence diplomatique. Les autorités de Beijing (Pékin) auraient accordé plus de 600 millions de dollars américains de crédit au Pacifique depuis 2005. Les prêts contractés par Tonga auprès de la Chine représentent désormais 32 % du Produit intérieur brut (PIB) du royaume. Pour les Samoa et les îles Cook, les prêts chinois représentent 16 % du PIB. L'Institut Lowy souligne que ces prêts, qui sont sans intérêt surles cinq premières années, pourraient provoquer une crise de l'endettement lorsqu'ils arriveront à échéance.

Nouveau dispositif pour le tourisme fidjien

A Fidji le gouvernement prévoit pour le secteur-moteur de l'économie de nouvelles mesures. Selon le président de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie des îles Fidji, Dixon Seeto, un dispositif de remboursement de TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sera mis en place. La TVA sera remboursée aux touristes étrangers ayant dépensé un minimum de 500 dollars fidjiens (260 dollars australiens,) dans des boutiques agréées par les autorités, à la fin de leur séjour. Ce dispositif a pour objectif d'attirer davantage de visiteurs tout en restant compétitifs au niveau des prix.

3 – Brèves locales

Augmentation des tarifs des hydrocarbures

L'arrêté n°2011-082 du 28 mars 2011 fixant les prix des carburants mis à la consommation sur le Territoire à compter du 1er avril 2011 entérine une hausse des prix de vente au détail à la pompe des hydrocarbures liquides. Depuis le 1er avril, le litre d'essence s'élève à 191 F CFP soit une hausse de 2,3 % par rapport à sa dernière révision en janvier, et + 11,2 % en glissement annuel. Dans le même temps, le prix de vente du gazole routier atteint 177 F CFP le litre, soit 15,9 % de plus que l'année précédente et + 3,2 % par rapport au début de l'année. Le pétrole lampant s'établit à 187 F CFP (+3,7 %). En revanche, le gazole vendu à EEWF est en repli de 25 %, à 145 FCFP le litre.

Fermeture exceptionnelle de la Paierie

Le jeudi 31 Mars et le vendredi 1er avril, la Paierie de Wallis et Futuna a fermé ses portes au public, pour cause d'emménagement dans leurs nouveaux locaux. Datant de 1970, les locaux de la Paierie étaient devenus vétustes et obsolètes. Aussi, un nouveau bâtiment situé a proximité de l'ancien, d'une superficie de 540 m^2 pour un investissement de 87 millions de F CFP, en construction depuis août 2009 vient d'être mis en service. L'ouverture au public des nouveaux bureaux s'est faite ce lundi 4 avril.

Hausse des prix des matériaux sur le Territoire

L'indice des prix du BTP, publié bimestriellement par le Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (STSEE) atteint 104,85 au 28 février 2011, soit une variation annuelle de 4 %. En glissement annuel, les hausses les plus marquées concernent le carrelage (+16 %) et la peinture pour bâtiment (+26 %). En revanche, les salaires des ouvriers du BTP, représentant 47,6 % de l'indice, n'ont pas évolué depuis plus d'un an. Enfin, en évolution bimestrielle, l'indice des prix du BTP enregistre une hausse de 1 % après une relative stabilité observée depuis octobre 2010. Cette augmentation concerne principalement le poste « verre à vitre » (+15,8 %).

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4eT 2010	105,2	-	3,2%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-10	2 007	-	-1,0%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-11	596	15,4%	43,2%
	cumulées	mars-11	1 499	-	27,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-11	93	-0,6%	54,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mars-11	260	-	33,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-11	103	-	16,5%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			**Données brutes**	**▲/mois**	**▲/an**
Energie					
Production nette d'electricité (milliers de kWh)		4eT 2010	5 096	-	1,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	571	0,3%	-2,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	150	-76,4%	-2,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-11	1 908	-23,2%	-3,4%
	cumulé	mars-11	7 516	-	4,5%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-11	840	-23,3%	-0,1%
	cumulé	mars-11	1 980	-	-33,1%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-11	3	50,0%	50,0%
	cumulées	mars-11	7	-	-12,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		mars-11	10	-63,0%	11,1%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 916	2 155	2 172	0,8%	13,4%
Dépôts à vue	3 000	3 622	3 668	1,3%	22,3%
Total M1	**4 916**	**5 777**	**5 840**	**1,1%**	**19%**
M2-M1	497	576	568	-1,4%	14,3%
Total M3	**5 965**	**6 828**	**6 934**	**1,55%**	**16,2%**

Concours à caractère bancaire

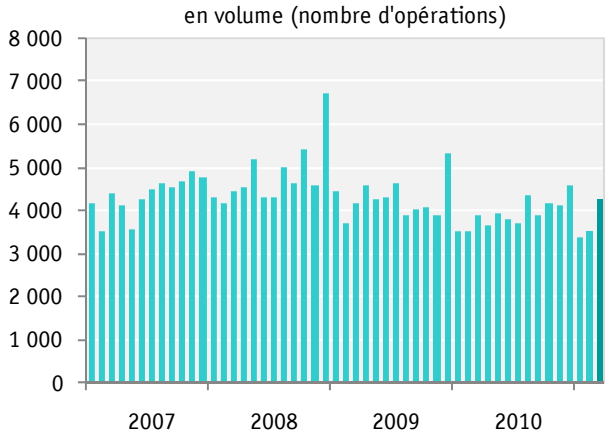
Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés.

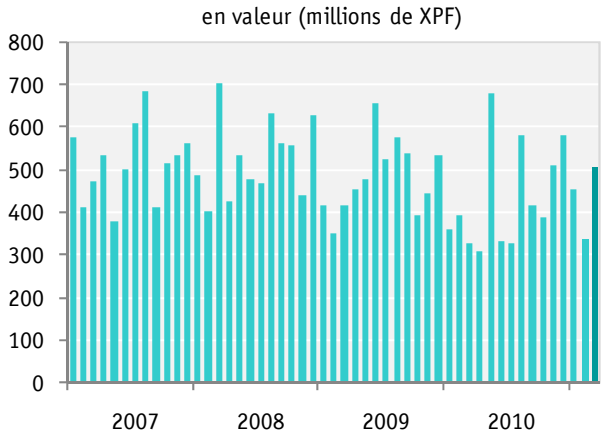
en millions de F CFP	déc-09	déc-10	▲/an n
Crédits de trésorerie	925	872	-5,7%
Crédits à l'équipement	1 432	1 247	-12,9%
Crédits à l'habitat	521	363	-30,5%
Autres crédits	290	263	-9,2%
Sous total	3 168	2 745	-13,4%
Créances douteuses brutes	754	792	5,2%
Total	**3 921**	**3 537**	**-9,8%**

Compensation

Progression des opérations de compensation tant sur le mois que sur l'année

	mars-10	févr-11	mars-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 873	3 529	4 265	6 890	20,9%	10,1%
Compensation (en millions de CFP)	329	337	507	789	50,3%	53,9%





Incidents bancaires

Chute des incidents de paiement par chèque tant sur le mois que sur l'année

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	107	76	57	133	-25,0%	-46,7%
Retraits de cartes bancaires	13	0	2	2	-	-84,6%

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire en cumul annuel

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	**460**	**406**	**408**	**0,5%**	**-11,3%**
- dont personnes physiques	450	395	397	0,5%	-11,8%
- dont personnes morales	10	11	11	0,0%	10,0%

Cotation

Stagnation du nombre de cotations sur le mois

en nombre	mars-10	févr-11	mars-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	**48**	**38**	**38**	**0,0%**	**-20,8%**
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	13	13	0,0%	-7,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	2011	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	déc	102	105	-	103,2%
Entreprises					
nombre d'entreprises	sept	700	625	-	-10,7%
créations	sept	13	11	-	-15,4%
fermetures	sept	5	75	-	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév	26	21	22	4,8%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	106	181	266	46,8%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	5	31	12	-62,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	13	12	20	66,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	2 027	2 007	-	-1,0%
dont secteur privé	juin	796	827	-	3,9%
dont secteur public	juin	1 231	1 180	-	-4,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1er avril 2010	472	486	-	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	fév	862	886	792	-10,6%
décision retrait cartes bancaires	fév	5	13	2	-84,6%
incidents paiements sur chèques	fév	242	162	133	-17,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	269	349	404	15,8%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	129	131	210	61,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	45	42	76	78,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	30	19	24	26,3%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mars	873	1 175	1 499	27,6%
exportations	mars	-	-	-	-
recettes douanières	mars	266	285	366	28,5%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mars	157	194	260	33,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mars	106	88	103	16,5%
Indicateurs financiers					
Dépôts à vue	déc	38 260	35 311	-	-7,7%
M1	déc	61 381	58 973	-	-3,9%
M2	déc	68 220	65 479	-	-4,0%
Dépôts à terme	déc	9 088	6 806	-	-25,1%
M3	déc	77 308	72 285	-	-6,5%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	déc	1 467	1 255	-	-14,4%
dont crédits à la consommation	déc	941	893	-	-5,2%
dont crédits à l'habitat	déc	521	363	-	-30,5%
Entreprises	déc	1 241	1 092	-	-12,0%
dont crédits d'exploitation	déc	154	103	-	-32,8%
dont crédits d'investissement	déc	1 070	943	-	-11,9%
dont crédits à la construction	déc	0	0	-	0,0%
Collectivités locales	déc	361	304	-	-16,0%
Autres agents et CCB non ventilés	déc	124	94	-	-24,3%
créances douteuses brutes	déc	754	792	-	5,0%
taux de créances douteuses	déc	19%	22%	-	+ 3 pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	déc	2 664	2 856	-	7,2%
Sociétés	déc	2 346	1 678	-	-28,5%
Autres agents	déc	3 909	4 034	-	3,2%
dont assurances-vie	déc	775	921	-	18,8%

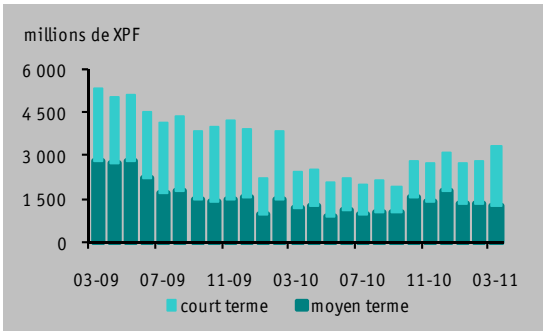
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

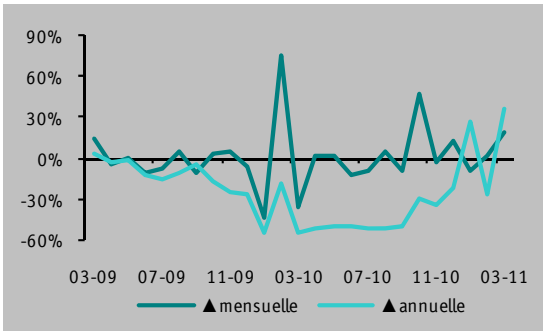
2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Forte hausse du refinancement à court terme

en millions de F CFP	mars-10	févr-11	mars-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 152	1 493	2 021	35,3%	75,5%
Utilisations à moyen terme	1 256	1 275	1 258	-1,3%	0,2%
Refinancement total	**2 407**	**2 768**	**3 278**	18,4%	36,2%





Cotation

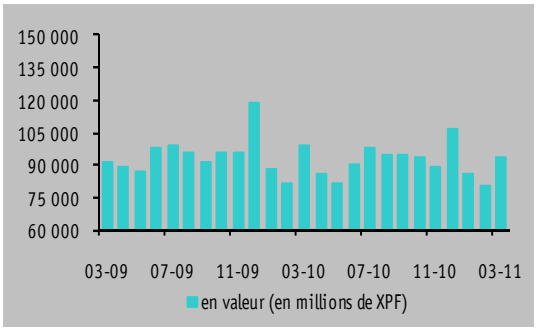
Recul sur l'année du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

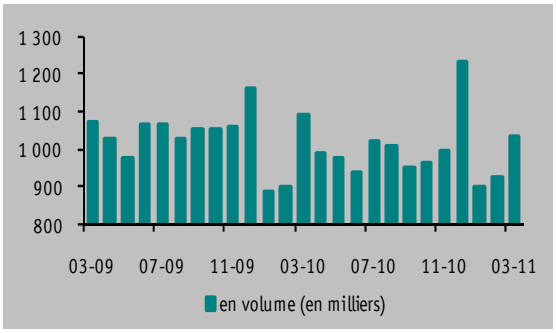
en nombre	mars-10	févr-11	mars-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	5 651	6 688	6 736	0,7%	19,2%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	*1 491*	*1 255*	*1 268*	1,0%	-15,0%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 573	1 486	1 502	1,1%	-4,5%

Compensation

Progression en volume et en valeur sur le mois des valeurs échangées

	févr-11	mars-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	925 630	1 032 115	**11,5%**	2 853 896	**-0,8%**
Montant (millions de F CFP)	*79 916*	*93 037*	**16,4%**	*258 401*	**-3,7%**

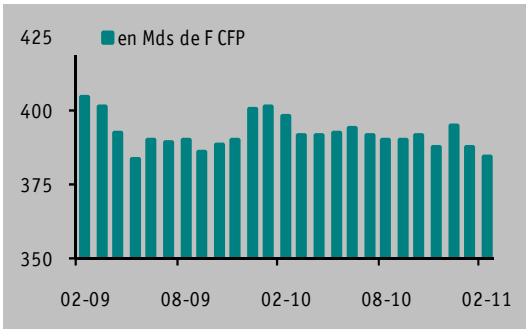


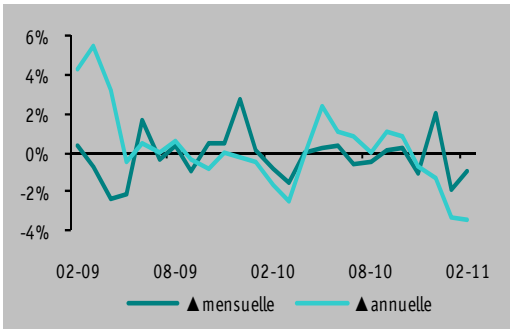


Masse monétaire

Deuxième mois de repli de la masse monétaire

en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 758	14 138	14 052	-0,6%	2,1%
Dépôts à vue	159 141	153 110	151 143	-1,3%	-5,0%
Comptes sur livrets	111 635	110 609	109 064	-1,4%	-2,3%
Comptes d'épargne logement	231	232	235	1,3%	1,6%
Dépôts à terme	105 728	105 199	105 478	0,3%	-0,2%
Autres	6 870	4 047	3 877	-4,2%	-43,6%
Total M3	**397 363**	**387 336**	**383 849**	**-0,9%**	**-3,4%**

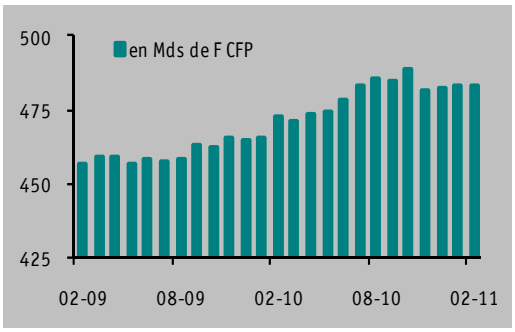


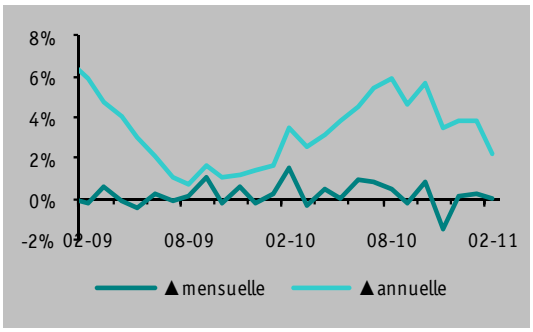


Concours des banques locales à l'économie

Stabilité des concours bancaires sur le mois

en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	141 129	136 118	135 160	-0,7%	-4,2%
Crédits d'équipement	64 027	60 374	60 636	0,4%	-5,3%
Crédits à l'habitat	154 316	156 082	156 403	0,2%	1,4%
Autres crédits	73 734	77 376	78 187	1,0%	6,0%
Créances dout. brutes	39 356	53 323	52 955	-0,7%	34,6%
Total CCB	**472 562**	**483 273**	**483 342**	**0,0%**	**2,3%**

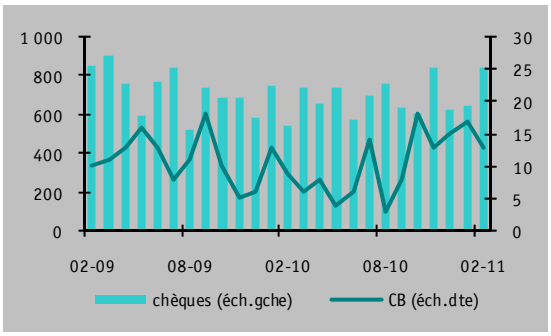


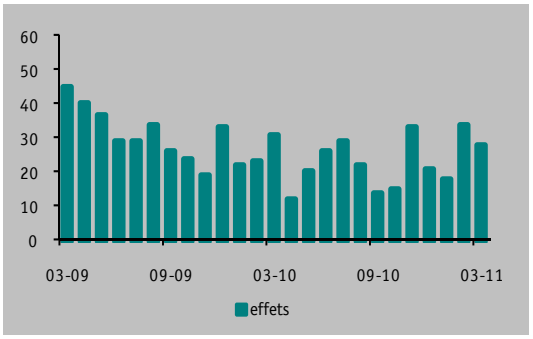


Incidents de paiement

Forte hausse du nombre d'incidents de paiement

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	**570**	**681**	**888**	**30,4%**	**55,8%**
- sur chèques	538	646	841	30,2%	56,3%
- sur effets	23	18	34	88,9%	47,8%
- retraits de cartes bancaires	9	17	13	-23,5%	44,4%





Interdits bancaires

Stabilité relative sur le mois de février des interdictions bancaires

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	**3 857**	**3 687**	**3 700**	**0,4%**	**-4,1%**
- dont personnes physiques	3 411	3 264	3 268	0,1%	-4,2%
- dont personnes morales	446	423	432	2,1%	-3,1%

3 – Brèves économiques locales

Nautisme

Construction de deux marinas à sec à Tahiti

A l'occasion du salon nautique annuel « Nautica Porinetia », qui s'est déroulé fin mars à Papeete, deux projets de construction de marinas à sec sur Tahiti ont été présentés. La première située à Papeete offrira une capacité de stockage de 140 bateaux ; la seconde, à Punaauia (côte ouest), pourra accueillir 150 unités. Elles permettront le désengorgement des marinas existantes, qui disposent actuellement d'une capacité totale d'environ 1 500 places et ne peuvent répondre à la demande. Les nouvelles installations devraient ainsi contribuer à dynamiser la plaisance.

Desserte maritime

La liaison des îles-Sous-le-Vent

La desserte maritime des îles-Sous-le-Vent possède un potentiel conséquent. En effet, elle représente plus du tiers du volume total annuel du fret maritime interinsulaire et plus de la moitié du trafic de passagers. En 2010, les rotations du King Tamatoa, cargo mixte d'une capacité d'un millier de passagers, a contribué à l'accroissement du transport de personnes vers les îles-Sous-le-Vent (19 469 contre 6 743 l'année précédente). Après le départ du navire, les pouvoirs publics ont choisi d'assurer la relève avec un bateau de la flottille administrative en attendant l'émergence d'initiatives privées.
En mars 2011, deux projets ont été présentés et ont reçu un avis favorable du Comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (CCNMI).

Le projet Te Ao Tea

Un homme d'affaires local propose d'affréter un cargo mixte d'occasion, mis en service en 1998, d'une capacité de plus de 1 000 passagers et 250 véhicules et dont le coût d'acquisition s'élève à 1,9 milliard de F CFP.

Le projet Raromatai Express

Le projet concurrent, présenté par un armateur de la place, porte sur un trimaran d'occasion de 2002, d'une valeur de 600 millions de F CFP. Exclusivement consacré au transport de passagers (capacité de 450 passagers), il serait destiné à des rotations vers les îles-Sous-le-Vent et au renforcement de la desserte de Moorea pour les départs du week end.

Perliculture

Vente aux enchères à Tahiti en mars

Quatre GIE de perliculteurs se sont réunis pour organiser une vente aux enchères à la mairie de Pirae (Tahiti, côte est). Ils proposaient plus de 450 000 perles à la vente. Quelque 45 acheteurs, pour la plupart étrangers (japonais, chinois, indiens et américains), ont fait le déplacement.

Les résultats ont paru encourageants, avec un taux de vente de 52,4 % et un prix moyen de 1 608 F CFP. Les recettes totales se sont élevées à 280 millions de F CFP, dont 38 millions pour des perles déclassées. Les vendeurs expliquent le taux d'invendus par la présence de perles baroques, pour lesquelles la demande est faible.

Les organisateurs de la vente envisagent la tenue d'une nouvelle vente en août prochain et de quatre pour 2012.

Enseignement supérieur

Rapport 2010 de l'UPF

Début avril, l'Université de la Polynésie française (UPF) a diffusé son rapport d'activité pour l'année 2010. Selon le compte financier 2010, le budget de l'UPF s'est élevé à 1,2 milliard de F CFP, en hausse de 0,7 % par rapport à l'année précédente. Son taux d'exécution a atteint 88 % en termes de dépenses (90 % en 2009) et 99 % pour les recettes (93 % en 2009). Les plus importants postes de dépenses sur l'année ont été l'immobilier, qui inclut les dépenses d'électricité et de maintenance courante, (37 % du total), la formation (29 %) et la recherche (13 %). Les principales sources de recettes ont été les subventions de l'Etat (75 %).

Sur l'année scolaire 2010-2011, le nombre d'étudiants inscrits à l'UPF a diminué de 1 % en glissement annuel (3 211 contre 3 243 en 2009-2010). Parmi les étudiants suivant une formation initiale (92 % du total en 2010-2011), 38 % ont choisi la filière droit/économie/gestion, 35 % la filière lettres/langues/sciences humaines, 22 % la filière science et 5 % l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres).

En 2009, le taux de réussite en licence était de 17 % (18 % en 2009 contre 30 % en métropole). Par ailleurs, l'absentéisme y est important, de 36 % en 2010 pour le département sciences à 46 % en droit/économie/gestion et à 49 % en lettres/langues/sciences humaines.

Face à ce constat, l'UPF souhaite, à travers son projet d'établissement 2012-2015, renforcer l'accompagnement pédagogique et réviser la carte des formations afin d'améliorer les résultats jugés décevants.

Politique

Adoption d'une motion de défiance

Vendredi 1er avril 2011, le gouvernement Tong Sang a été renversé par une motion de défiance, conduite par une coalition autour de l'UPLD, parti à composante majoritaire indépendantiste. O.Temaru retrouve la présidence du Pays pour la 5e fois depuis 2004.

Jeudi 14 avril, l'Assemblée de Polynésie française a procédé à l'élection de son nouveau président. J.Drollet, issu de la même mouvance politique que le président du pays, devient le 10e à occuper cette fonction depuis 2004.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : réglementation financière

Création d'un super régulateur des marchés financiers

En novembre 2009, le Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent (GAFI) estimait que la réglementation financière en Nouvelle-Zélande présentait des lacunes, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il constatait aussi que les exigences légales concernant les institutions financières du pays étaient insuffisantes.

Le 7 avril 2011, le Parlement néo-zélandais a adopté une loi portant création de la Financial markets authority (FMA). Cette institution, qui se substitue à la Securities commission, devient le régulateur unique du secteur financier et a pour mission de ramener sur les marchés de capitaux du pays la confiance des investisseurs, échaudés par les pertes financières dans les années 2006-2009.

Dès son entrée en fonctions, prévue pour le 1er mai 2011, la FMA disposera de compétences beaucoup plus étendues que la Securities commission. Elle aura notamment le pouvoir de poursuivre rétroactivement devant les tribunaux les dirigeants de sociétés financières soupçonnées de faillite frauduleuse.

Australie : marchés boursiers

Remise en cause du projet de fusion ASX/SGX

Le projet de fusion entre les bourses de Sydney et Singapour (Australian stock exchange et Singapore exchange), présenté en octobre 2010, pourrait ne pas voir le jour. En effet, le Foreign Investment Reivew Board (Firb), chargé de l'évaluation des investissements étrangers, a émis un avis défavorable, doutant de l'opportunité de l'opération au regard des intérêts nationaux.

Australie : commerce extérieur

Déficit de la balance des biens et services en février 2011

Pour la première fois depuis près d'un an, le solde de la balance des biens et services australienne est devenu négatif, - 205 millions de dollars australiens (environ 150 millions d'euros) contre + 1,433 milliard en janvier (1 milliard d'euros). Selon l'Australian bureau of statistics (ABS), cette évolution est due à la baisse des exportations de métaux et de minéraux, conséquence des inondations qui ont endommagé les mines de charbon dans le nord-est du pays et de la hausse des importations d'hydrocarbures.

Les indicateurs de référence

		date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		fév.11	102,0	104,0	103,9	-0,1%	1,8%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		jan.11	122,9	121,3	120,8	-0,4%	-1,7%
Commerce extérieur	*Exportations (en M F CFP)*	jan.11	1 049	1 038	444	-57,2%	-57,6%
	Importations (en M F CFP)	jan.11	10 944	14 035	10 758	-23,3%	-1,7%
							(source : ISPF)
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		jan.11	1 520	2 154	1 784	-17,2%	17,3%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		fév.11	90	153	104	-32,0%	15,6%
	Camions	fév.11	3	10	3	ns	ns
	Camionnettes	fév.11	87	143	101	-29,4%	16,1%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		fév.11	446	423	432	2,1%	-3,1%
							(sources : ISPF,IEOM)
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		jan.11	1 861	2 160	1 779	-17,6%	-4,4%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		jan.11	2 307	2 984	2 520	-15,5%	9,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		fév.11	285	204	224	9,8%	-21,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire		fév.11	3 411	3 264	3 268	0,1%	-4,2%
							(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		jan.11	722	534	214	-59,9%	-70,4%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		jan.11	21	73	21	-71,6%	-0,5%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		jan.11	168	76	63	-17,2%	-62,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		jan.11	106	141	167	18,3%	57,2%
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)		jan.11	5	28	32	14,9%	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		jan.11	51	25	25	3,4%	-50,2%
Tourisme							
Trafic aérien (nb)		jan.11	39 779	45 006	42 677	-5,2%	7,3%
Nombre de touristes		jan.11	9 016	13 798	11 371	-17,6%	26,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		mar.11	40,6%	51,3%	52,8%	+1,5pt	+ 12,2pts
							(sources : ISPF,CPH)
Indicateurs financiers							**(Encours banques locales en M FCFP)**
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	fév.11	59 600	57 309	57 832	0,9%	-3,0%
	Comptes sur livret	fév.11	104 892	104 073	102 397	-1,6%	-2,4%
	Dépôts à terme	fév.11	54 099	54 569	53 147	-2,6%	-1,8%
Entreprises							
	Dépôts à vue	fév.11	83 373	79 003	78 606	-0,5%	-5,7%
	Dépôts à terme	fév.11	35 481	40 145	40 385	0,6%	13,8%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	fév.11	88 043	84 107	82 865	-1,5%	-5,9%
	Crédits à l'habitat	fév.11	130 268	132 516	133 383	0,7%	2,4%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	fév.11	50 283	50 014	50 658	1,3%	0,7%
	Crédits d'équipement	fév.11	54 915	51 499	51 673	0,3%	-5,9%
Créances douteuses							
	Créances douteuses brutes	fév.11	39 292	53 271	52 903	-0,7%	34,6%
							(source : IEOM)

IEOM
Institut d'Émission d'Outre-Mer

PARIS
avril 2011

La Lettre de l'Institut d'émission

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%	13/04/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,80% à 6,25% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2011
taux de la facilité de prêt marginal	13/04/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/04/2011	2,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2011	28/02/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,9020%	0,6890%	+ 0,213 pt	0,8170%	+ 0,085 pt
EURIBOR 1 mois	0,9680%	0,8670%	+ 0,101 pt	0,7820%	+ 0,186 pt
EURIBOR 3 mois	1,2390%	1,0940%	+ 0,145 pt	1,0060%	+ 0,233 pt
EURIBOR 6 mois	1,5460%	1,3790%	+ 0,167 pt	1,2270%	+ 0,319 pt
EURIBOR 12 mois	1,9960%	1,7670%	+ 0,229 pt	1,5070%	+ 0,489 pt

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal	**taux**	**JORF**
année 2011	0,38%	03/02/2011
année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/03/2011	28/02/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,6483%	0,6780%	+ 0,224 pt	0,4902%	+ 0,412 pt
EURIBOR 1 mois	0,9020%	0,8930%	+ 0,009 pt	0,8110%	+ 0,091 pt
EURIBOR 3 mois	1,1760%	1,0870%	+ 0,089 pt	1,0220%	+ 0,154 pt
EURIBOR 6 mois	1,4850%	1,3530%	+ 0,132 pt	1,2510%	+ 0,234 pt
EURIBOR 12 mois	1,9270%	1,7160%	+ 0,211 pt	1,5260%	+ 0,401 pt
TMO	3,8600%	3,8500%	+ 0,010 pt	3,5900%	+ 0,270 pt
TME	3,6600%	3,6500%	+ 0,010 pt	3,3900%	+ 0,270 pt
TRBOSP	3,8700%	3,7600%	+ 0,110 pt	3,6500%	+ 0,220 pt

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
date	31/03/2011	28/02/2011	31/12/2010	31/03/2010	28/02/2011	31/12/2010	31/03/2011	28/02/2011	31/12/2010
taux JJ	0,200%	0,250%	0,230%	0,080%	0,105%	0,080%	0,570%	0,570%	0,490%
3 mois	0,475%	0,465%	0,476%	0,280%	0,340%	0,110%	0,890%	0,800%	0,820%
10 ans emprunts phares	3,470%	3,440%	3,310%	1,270%	1,270%	1,120%	3,690%	3,690%	3,400%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Prêts relais	5,99%	Découverts en compte (1)	13,77%
Autres crédits aux particuliers		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,47%	**Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale**	
Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF	7,77%	Découverts en compte (1)	13,77%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	83,9950	1 NZD/XPF	64,1637	1 HKD/XPF	10,7935	1 GBP/XPF	135,0365
100 JPY/XPF	101,4639	1 AUD/XPF	86,8752	1 SGD/XPF	66,6583	100 VUV/XPF	89,7656	1 FJD/XPF	46,2957

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Dépôt légal : avril 2011 – Achevé d'imprimer le 26 avril 2011 – N°ISSN 1955-8376